

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1226

Rubrik: L'invité de DP

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

JEAN-CHRISTIAN
LAMBELET

professeur au Département d'économétrie et d'économie politique de l'Université de Lausanne et à l'Institut des Hautes études internationales (HEI) de Genève, directeur de l'Institut Créa, Université de Lausanne.

L'INVITÉ DE DP

Réalité et perception

On observe souvent des décalages étonnants entre la réalité – historique ou économique – et les perceptions prévalant dans le public. Illustrons cela au moyen de trois exemples, dont deux sont tirés de l'histoire et dont un concerne l'état actuel de l'économie vaudoise.

Si l'on dit «Munich, Chamberlain, Tchécoslovaquie», pratiquement tout le monde pensera tout de suite «capitulation honteuse,

appeasement,

petit pays sacrifié pour rien».

Une tout autre interprétation,

ou réalité, semble cependant émerger de ré-

centes recherches historiques.

Le vrai perdant de Munich serait

ainsi Hitler, le-

quel voulait sa

guerre en 1938

déjà, parce qu'il

pensait (correctement) qu'il

aurait plus de

chances de la ga-

ner qu'une ou deux années plus tard. Quant à Chamberlain, lequel semble valoir beaucoup mieux que sa réputation, il ne se faisait aucune illusion sur l'Allemagne nazie et son chef; ce qu'il visait entre autres, et ce qu'il obtint non sans peine à Munich, c'était une période de répit, avant une guerre inévitable, pour permettre à l'aviation anglaise d'atteindre une masse critique adéquate. En d'autres termes, s'il n'y avait pas eu accord à Munich, et que la bataille d'Angleterre, ou quelque chose d'analogue, ait eu lieu en 1938 ou au début de 1939, la RAF aurait probablement perdu la partie – à chacun d'imaginer la suite.

Fausse vérités

Deuxième exemple: tout le monde «sait» qu'historiquement parlant, les pays aujourd'hui développés se sont industrialisés à partir du milieu du 18^e siècle grâce aux matières premières bon marché des pays en développement et, en particulier, des colonies d'antan. Or, selon Paul Bairoch, le plus connu sans doute des historiens économiques suisses, et ami sincère du Tiers Monde, cela n'est simplement pas vrai. Jusque vers 1950, les pays développés étaient en réalité exportateurs nets de matières premières. Car l'industrialisation en Europe et en Amérique du Nord s'est faite surtout avec du fer et du charbon, matières premières dont ces continents étaient abondamment pourvus, mais qui, sauf exceptions, faisaient défaut dans les pays en développement.

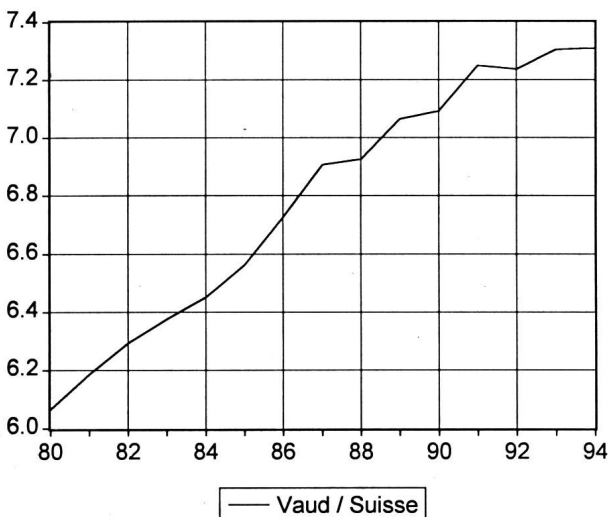
Lorsqu'on s'intéresse à un sujet quelconque, dont on ne connaît au départ que ce que tout le monde sait, et qu'on commence à regarder les choses de près, à examiner les faits, les informations, les chiffres disponibles, l'on s'aperçoit – trois fois sur quatre, dans mon expérience – que la réalité est probablement toute différente de l'image généralement admise. Un dernier exemple est l'état actuel de l'économie vaudoise.

Précisons tout de suite, avant qu'on ne nous traite d'optimiste endormeur, qu'il y a des problèmes économiques en terre vaudoise. Les principaux sont au nombre de quatre:

- le déficit «structurel» des finances publiques, dû aussi bien, dans le cas des finances cantonales, à une forte croissance des dépenses qu'à un allègement de la fiscalité dans les années de prospérité.

- Un taux de chômage anormalement élevé, lequel n'est pas nécessairement lié à une économie cantonale plus déprimée que la moyenne nationale, mais dont il se pourrait, selon divers indices, qu'il soit dû en bonne partie à des différences de comportement – toutes choses égales, on s'inscrit peut-être plus facilement au

RAPPORT EN % DES CONSOMMATIONS D'ELECTRICITE DU CANTON DE VAUD ET DE LA SUISSE



●●●
D'où la proposition du Conseil d'Etat d'assouplir quelque peu le dispositif, notamment en levant l'interdiction de transformer, pour la remplacer par le système de l'autorisation, en acceptant sans autre des transformations dont l'effet sur les loyers n'excède pas une augmentation de 15% et en modulant le critère des besoins prépondérants de la population selon le lieu de situation de l'immeuble et la dimension des pièces et du logement notamment.

Dès la présentation du projet, l'association des locataires (ASLOCA) a annoncé le lancement d'un référendum qui obtiendra très probablement le soutien de toute la gauche. Au vu de l'attitude des Genevois, traditionnellement favorables aux locataires, ce référendum a des chances de succès. Mais on peut douter que cela profite à terme aux locataires: l'habitat continuera de se dégrader, les investisseurs craindront une législation rigide, et les habitants de logements neufs assumeront toujours le coût d'un marché scindé en deux. En choisissant d'agir d'abord pour la défense des situations acquises, la gauche néglige les intérêts des nouveaux arrivants sur le marché du logement.

Est-ce trop demander aux forces politiques genevoises de trouver une solution de compromis favorable à tous les locataires et qui redonne vie à un marché immobilier singulièrement anémique? ■

Une initiative paradoxale

(jg) Les Zurichois vont donc voter le 24 septembre sur la séparation de l'Église et de l'État. L'initiative est lancée par une droite libérale liée aux radicaux et à l'UDC. Elle s'en prend aux coûts élevés, à l'inégalité de traitement vis à vis des religions non subventionnées ainsi qu'à la nécessité pour les personnes morales de payer cette contribution. L'initiative est combattue par les partis bourgeois et par la gauche: pour nous, deux paradoxes et une crainte.

Premier paradoxe: il ne s'agit pas ici de religion, mais de politique et d'argent. Les cyniques diront, bien sûr, c'est évident, les socialistes défendent le rôle social des églises, une certaine droite exige des économies et les modérés veulent maintenir les choses en l'état. Bon, mais tout de même, la foi en une entité que certains appellent dieu et l'acceptation d'un dogme et d'une organisation autour de cette croyance est une affaire privée et non publique. On peut débattre de la nécessité ou non pour un État de soutenir une religion, mais cette discussion de fond n'est pas à l'ordre du jour à Zurich. Le problème semble purement instrumental.

Second paradoxe: selon nos conceptions romandes, influence française oblige, l'anticléricalisme est plutôt l'affaire de la gauche.

Pour nous, Zurich, c'est le monde à l'envers. Faut-il défendre le lien entre les églises et l'État sous le prétexte que les orientations politiques de nombreux ministres du culte sont plutôt à gauche semble-t-il au bord de la Limmat? Autrement dit, un pasteur est-il un assistant social déguisé et un prêtre un psychanalyste d'un genre un peu spécial? Dans ces fonctions, ils coûtent d'ailleurs probablement moins cher aux budgets publics que des travailleurs sociaux. Mais on pourrait alors imaginer un subventionnement aux organisations sociales des églises et non aux institutions elles-mêmes. En période de restriction budgétaire, l'ouverture de ce débat ne serait pas inutile.

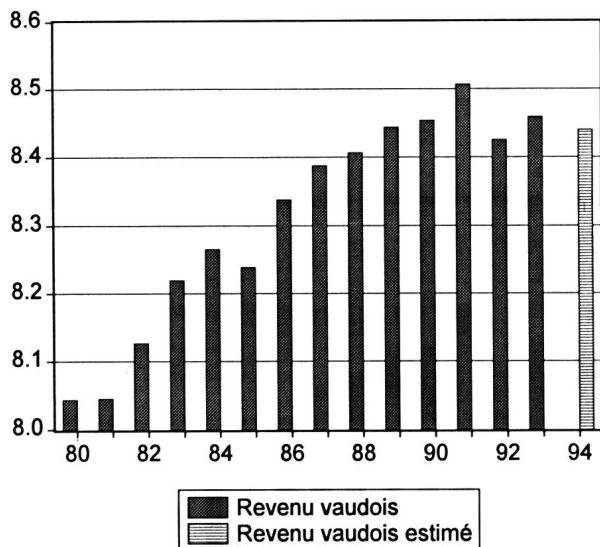
Une crainte enfin: il existe un anticléricalisme éclairé et rationnel symbolisé par l'apostrophe du Don Juan de Molière à son valet qui s'inquiète de son absence de foi: *Je crois Sganarelle, que deux et deux font quatre et quatre et quatre font huit*. Il existe aussi un anticléricalisme de droite, ode au paganisme, refus de la compassion chrétienne, qui accompagna quelques pages très funestes de l'histoire de notre continent. En trouve-t-on quelques traces cachées chez les auteurs de l'initiative zurichoise? Amis des bords de la Limmat, nous demandons un décryptage. ■

FORUM

chômage en Suisse romande qu'en Suisse allemande.

● La situation dans le secteur de la construction: en 1980, les dépenses de construction dans le canton représentaient un peu moins de

Revenu cantonal vaudois en % du revenu national suisse



7% du total suisse, puis elles augmentèrent fortement jusqu'à atteindre plus de 9% du total en 1988, pour retomber à un peu plus de 6% en 1993 – on a donc une belle courbe en forme de «bulle»

● Le secteur de l'hôtellerie: de 1 9 8 5 à

1994, la part vaudoise dans le total suisse des nuitées est tombée presque linéairement de 8,4 à 7,1%.

Mais, il ne s'ensuit pas, contrairement à une

perception très répandue, que l'économie vaudoise soit moribonde en général! Tous les indicateurs dont on dispose, même si aucun n'est parfait, tendent à montrer le contraire, ce qui est quand même significatif. Les graphiques ci-contre en reproduisent deux – pour les autres, voir l'étude citée. Quoi de plus concret que la consommation d'électricité? Quoi aussi de plus représentatif tant pour les ménages que pour les entreprises? Or, on voit que la part vaudoise dans la consommation totale en Suisse tend à s'accroître assez régulièrement, rapidement de 1980 à 1991, plus lentement depuis lors. La part du revenu cantonal vaudois dans le revenu national est un indicateur moins concret, mais plus global (et calculé assez solidement) – or, on voit que cette part tend, elle aussi, à s'accroître selon le même profil général. Conclusion: il se pourrait bien que le problème économique vaudois soit en partie un problème de perception, celui de l'ambiance de *Götterdämmerung* économique qui prévaut dans le canton – et qui, d'un effet de la récession, est devenue une cause. ■

Références

J.-M. Natal, *L'économie vaudoise: où en est-on, et pourquoi?* A paraître à fin septembre dans les *Analyses & prévisions* de l'Institut Créa.
Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, 1994.